

dans la même situation que l'industrie minière, dont les ressources ne sont pas renouvelables.

Ayant entamé, il y a un certain nombre d'années, des négociations avec une société forestière qui se trouvait depuis 45 ans dans la région, j'ai été étonné de constater que cette entreprise ne pouvait retourner aux premières coupes faites il y a 45 ans pour y continuer le cycle de ces opérations. Je crois que le directeur de cette société était étonné de ce que je l'ignorais. Mais il m'a appris que ce n'est que dans 90 ans que l'entreprise pourra à nouveau couper du bois d'une certaine valeur commerciale sur les concessions dont elle avait tiré profit pendant 45 ans. Nous n'avons rien fait à cet égard et, cela va sans dire, nous n'avons rien pu faire en ce qui concerne les industries dont les ressources ne sont pas renouvelables, comme l'industrie minière.

Bon nombre de villes doivent leur existence à la découverte de minéraux. On a, ainsi, établi des municipalités dans tout le Nord du Canada et les habitants de ces agglomérations savaient qu'ils devaient leurs moyens d'existence à des ressources non renouvelables. Mais, monsieur l'Orateur, ils avaient le droit de s'attendre qu'en fin de compte le gouvernement du Canada s'intéresserait au problème qui leur était particulier, comme l'ont fait des gouvernements dans d'autres parties du monde qui se sont attaqués longtemps d'avance au problème et l'ont résolu. J'estime que c'est à présent que le gouvernement fédéral devrait faire preuve de quelque initiative dans ce domaine pour lequel il n'a montré aucun intérêt ni d'ailleurs aucune aptitude, afin de réaliser la collaboration nécessaire, si nous voulons régler la question de l'expansion industrielle dans des régions qui dépendaient à l'origine d'une seule industrie de base.

Il est vrai que dans des pays comme la Grande-Bretagne et les pays scandinaves, le bien-être de toute la population relève d'un seul gouvernement; leur problème n'est donc pas aussi complexe que le nôtre au Canada, étant donné notre problème constitutionnel des compétences fédérale et provinciale. Toutefois, le problème n'est sûrement pas insoluble. Certes, depuis cent ans que le Canada existe, nous aurions dû pouvoir trouver certaines des solutions capables de donner l'impulsion nécessaire pour que des industries s'établissent dans les régions qui m'intéressent. Le préopinant dans le débat précédent a dit que les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ainsi que le patronat et le salariat, doivent tous collaborer s'ils veulent obtenir des résultats valables et, d'après moi, ceci s'applique particulièrement à l'établissement d'industries secondaires dans les régions

[M. Peters.]

désavantagées. J'estime que la collaboration est encore plus nécessaire dans ce domaine que dans tout autre champ d'activité, mais il faut un gouvernement puissant et intéressé pour donner l'impulsion nécessaire, car l'entreprise privée, dont le lucre est le principal mobile, n'a pas l'intention de mettre de nouvelles industries sur pied dans le Nord de l'Ontario.

Si les honorables députés allaient à un endroit comme Matachewan, qui comptait jadis deux importantes mines d'or et une population de 2,000 à 3,000 habitants, qui possédait sa propre prison, des hôtels, des écoles, des églises, des trottoirs, des canalisations d'eau, ils seraient peut-être surpris de constater que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, cette localité a rétrogradé au point de n'être plus qu'un canton sans organisation et qu'elle a même dû recevoir de l'aide du gouvernement d'Ontario pour revenir à cet état.

On ne saurait s'attendre à trop de collaboration de la part de l'Ontario, qui croit que nous devrions nous en tenir à ramener ces municipalités au rang de municipalités non organisées auxquelles la province assure des services de bien-être public. Les gens de Matachewan ne veulent pas qu'on les traite de cette façon-là. Ils préfèrent prendre soin d'eux-mêmes. Animés d'un esprit de pionnier, tout ce qu'ils demandent, c'est du travail qui leur permette de bâtir leur ville.

Le problème est à envisager par rapport à Toronto, car, à mon avis, nous qui habitons le nord de l'Ontario, ainsi que les gens d'autres parties du Canada, nous souffrons beaucoup d'avoir laissé les complexes industriels métropolitains se développer comme ils l'ont fait. Toronto compte des industries qui emploient trois ou quatre cents personnes et qui lui sont une charge. Elles imposent un lourd fardeau à ses services d'approvisionnement en eau et de transport et à ses installations de logement. Le reste des contribuables canadiens est constamment mis à contribution pour subventionner la ville de Toronto et autres villes semblables, en ce qui a trait aux moyens de transport, aux avantages que procure la loi nationale sur l'habitation, aux écoles et autres services dont ont besoin les collectivités qui croissent à vue d'œil comme elles, tandis que les gens de Matachewan vivent de l'assistance publique parce qu'ils sont sans travail. Il suffirait d'une petite usine de trois ou quatre cents employés à Matachewan pour que la ville se hisse au rang qui lui convient et soit en mesure de subvenir à ses propres besoins.

A mon avis, monsieur l'Orateur, le Canada ne pourra jamais être un grand pays tant que nous ne serons prêts à aider tous les citoyens à jouir d'un niveau de vie égal. Il ne suffit pas de développer un secteur de l'économie, à cause du régime de libre entreprise, non à